

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
1er juin 1976

No 500
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

CNUCED

Une victoire pour les pays pauvres

Contrairement aux sombres pronostics de ceux qui se délectent des difficultés du tiers monde, celui-ci s'est présenté en un bloc homogène et soudé aux travaux de la Conférence de Nairobi. Et c'est le bloc des pays riches qui a étalé publiquement ses divisions et ses dissensions.

C'est d'une seule voix que, au cours des séances tendues, les pays du tiers monde ont rejeté en bloc, ces jours derniers, les propositions des pays riches sur le prix des matières premières que leur porte-parole a caractérisé comme une « insulte » à la misère des pays sous-développés. Les 24 pays industrialisés constituant le groupe « B » n'avaient d'ailleurs pu se mettre d'accord entre eux sur une proposition commune et ce sont des projets différents, présentés en leurs noms, qui ont été rejetés avec colère et amertume par l'ensemble des pays du tiers monde qui, eux, s'étaient mis d'accord, dès le mois de février sur un texte unique et élaboré dans ses moindres détails.

Les Etats-Unis sont les principaux responsables de cette entrave au bon fonctionnement du dialogue Nord-Sud.

Les divisions entre pays industrialisés, déjà en désaccord profond sur les matières premières, ont continué sur l'autre problème essentiel discuté par la CNUCED : Les mesures à prendre pour soulager le fardeau de la dette extérieure des pays les plus pauvres.

L'URSS, de son côté, s'est sournoisement, mais constamment opposée aux légitimes exigences des pays du tiers monde. Elle s'est par exemple opposée à la tenue d'une conférence mondiale pour négocier la question des dettes du tiers monde, faisant corps avec l'impérialisme US pour s'obstiner à revendiquer des « négociations bilatérales » sur ce problème. Sur la question des matières premières, la déclaration adoptée à la Conférence de Manille a été révisée partiellement « à la demande des pays industrialisés et (faussement) socialistes ».

Pourtant l'unité et la détermination du tiers monde a fini par triompher des manœuvres des deux super-puissances. C'est sur une victoire du tiers monde, entérinant ses revendications essentielles sur les 2 questions-clés en discussion, que s'achèvent les travaux de l'Assemblée générale de la CNUCED.

La livraison par la France d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud

UN CRIME CONTRE L'AFRIQUE

Le gouvernement français se félicite bien haut du « super contrat » que des monopoles français, parmi lesquels Framatome, Alstom et Spie Batignolles, viennent de conclure pour la fourniture d'une centrale d'énergie nucléaire, d'un coût de plus de un milliard de dollars, à l'Afrique du Sud. Il pratique en outre une écœurante démagogie sur le nombre d'emplois nouveaux que devrait provoquer la signature de ce contrat en France.

Alors que Giscard se prétend hypocritement le champion de l'amitié avec le tiers monde en général et l'Afrique en particulier, la France se trouve être dans les faits avec les USA, un des rares pays qui refusent d'appliquer les légitimes exi-

gences de boycott de toutes relations commerciales ou culturelles avec les autorités racistes de Prétoria, préconisées par l'Organisation de l'unité africaine. La France a, de plus, constamment refusé dans tous les votes à l'ONU, de condamner l'odieux régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

L'administration sud-africaine se réjouit publiquement de ce que l'attribution de ce contrat à la France provoquera une « relance de la coopération » entre les deux pays. Il s'agit également là d'une coopération franco-américaine de soutien aux bourreaux de l'Azanie puisque c'est les USA qui fourniront l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement de la centrale.

Celle-ci constitue égale-

ment une menace contre toute l'Afrique puisqu'il est bien connu que le plutonium fabriqué par la centrale, pourra être utilisée sans aucun contrôle possible, à des fins militaires, l'Afrique du Sud rêvant de pouvoir brandir contre les peuples africains dressés contre sa féroce oppression coloniale, le chantage de l'arme nucléaire.

Que de partout, la voix de notre peuple s'élève avec indignation pour condamner ce crime commis contre les peuples d'Afrique, exiger des autorités françaises le boycott de toute relation avec les autorités racistes de Prétoria et la condamnation de l'apartheid, et soutenir la glorieuse lutte de libération des peuples d'Afrique australe.

Desombre

A LA CROISEE DES CHEMINS

Quelle est la situation à Desombre (usine de confection de Fives-Lille) après 8 mois de grève avec occupation ? Pour le savoir nous avons interviewé une travailleuse de l'usine.

Peux-tu présenter la lutte de Desombre ?

Desombre rassemblait 200 travailleuses. Dans cette usine de femmes, le niveau

politique était bas avant la grève : peu de syndiquées, FO, syndicat maison, et une section CFDT combative. Aucun groupe politique n'est organisé dans l'usine, en général ce qui domine c'est la croyance aux bienfaits de l'« Union de la gauche » et des élections. Pour comprendre ce qui se passe à Desombre, il faut rappeler quelques faits.

Le 31 juillet 75, un jour avant les vacances, Desombre dépose son bilan et le 11 septembre le syndicat annonce les licenciements de tout le personnel.

Aussi, le 4 octobre, à l'initiative de la section CFDT, l'occupation est décidée : sur 170 ouvrières, le vote est partagé en 83

pour, 47 contre, le reste s'abstenant : en fait dès le départ l'occupation est minoritaire et l'unité de toute l'usine n'est pas réalisée.

Le 20 octobre, les flics interviennent pour empêcher le blocage des sorties de camions : le patron, les cadres accompagnés de 100 CRS, de flics en civil et de la brigade anti-gang sortent les stocks. Aussitôt une manifestation réunissant 200 personnes va occuper la chambre patronale. Le lendemain on décide de ne plus laisser entrer le patron et les cadres.

Depuis, une cinquantaine d'ouvrières continuent l'occupation et réclament le maintien de leur emploi sur place.

Sonacotra (Nanterre)

Rassemblement contre un gérant fasciste

Pour essayer de briser la lutte des Sonacotra la bourgeoisie et ses larbins n'hésitent pas à recourir aux pratiques les plus barbares.

Sur Nanterre déjà, trois résidents ont été expulsés, deux résidents et des enfants du quartier ont été mordu par le chien policier du gérant. Jeudi encore, un étudiant qui rendait visite à un résident du foyer, s'est vu agressé par le gérant qui a lâché son chien et frappé l'étudiant à coup de chaîne. Bilan : un avant-bras déchiqueté. L'agression fasciste dont a été victime cet étudiant, militant de l'UCF (ml), et qui a toujours manifesté sa solidarité envers les travailleurs en lutte de la Sonacotra, n'est pas demeuré sans réponse.

Vendredi soir, c'est plus de 300 personnes qui se sont rassemblées spontanément devant le foyer : résidents, étudiants de Nanterre, voisins du quartier... pour demander des comptes à ce gérant déjà connu pour ses propos racistes et colonialistes.

A travers cette agression, c'est la lutte des Sonacotra qui est visée, c'est la solidarité envers nos frères de classe qui est visée, c'est donc la

classe ouvrière et ses alliés qui sont visés.

Aussi le rassemblement a permis bon nombre de discussions sur le déroulement de la lutte des Sonacotra, sur leurs revendications (avec visite de chambres et panneaux explicatifs), tandis qu'une pétition circulait en vue de déposer une plainte conjointe des résidents et de l'étudiant contre le gérant fasciste : un élément de plus qui confirme la justesse de la plate-forme de la coordination des foyers, puisqu'y figure, entre autres, le renvoi des gérants racistes et provocateurs.

Les résidents du foyer de Nanterre ont exigé la venue des flics sur place pour enregistrer la déposition. Pour la police, bien sûr, c'est accidentel. De qui se moque-t-on ? Alors que le garde-chiourme ne fait pas un pas sans son molosse.

Après avoir pris rendez-vous pour partir en manifestation samedi midi devant le commissariat de Nanterre, le rassemblement s'est dispersé en criant, entre autres mots d'ordre :

Français, immigrés, égalité des droits ! Vive la lutte des Sonacotra !

Cambodge

Khieu Samphan condamne le projet d'intervention française au Liban

Le Cambodge démocratique a dénoncé dimanche la proposition française d'envoyer des troupes au Liban comme « une intervention évidente dans les affaires intérieures » de ce pays.

Dans un message adressé au président Houari Boumediène, Khieu Samphan, chef de l'Etat cambodgien, déclare que « la proposition française est un acte de néo-colonialisme de l'ancien régime français ». Il demande à la France de « renoncer à son projet, de respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban » et de laisser le peuple libanais résoudre ses propres problèmes sans intervention étrangère.

Faisant observer que le Liban est membre des Nations unies et du Groupe des non-alignés que préside le chef d'Etat algérien, Khieu Samphan termine son message en proposant que « les membres du Groupe des non-alignés expriment leur solidarité dans la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays membre ».

DERNIERE MINUTE LES BLANCHISSERIES DE GRENELLE INVESTIES PAR LA POLICE

Dimanche les flics ont investi les Blanchisseries de Grenelle occupées par les grévistes depuis le 23 avril.

Cela n'a fait que renforcer l'ardeur et la volonté des travailleurs à combattre et à vaincre.

Lundi matin, la grève continuait de plus belle aux Blanchisseries de Grenelle.

ITALIE (1)

LA DECOMPOSITION DE LA
DEMOCRATIE CHRETIENNE

De notre envoyé spécial

Depuis plusieurs mois, on parle beaucoup de l'Italie. «L'Italie au bord du gouffre», «Les enlèvements en Italie», «Les assassinats en Italie», «Les attentats en Italie», «Le terrorisme», «Les scandales», «Les menaces d'intervention des États-Unis», «Le PCI au pouvoir», «Le compromis historique», etc. Chacun se pose la question «où va l'Italie ?» D'autant plus que certains croient et voient avec les élections du 20 juin, une répétition des élections françaises prévues en 1978.

LES
CARACTÉRISTIQUES
DE LA SITUATION
ITALIENNE

Mais la situation y semble fort différente de la France, pour diverses raisons : la situation économique et politique de l'Italie est beaucoup plus sérieuse que celle de notre pays, la Démocratie chrétienne s'appuyant sur la puissance de l'Église catholique et les ingérences quotidiennes du Vatican y jouit encore d'une réelle base populaire, l'Italie est beaucoup moins indépendante que la France vis-à-vis de l'impérialisme américain qui y maintient des bases, y contrôle une grande partie de l'économie du pays et y possède un important personnel politique tout à sa dévotion. Le Parti socialiste italien, contrairement à son homologue français, y est très faible surtout par rapport au PCI (1 700 000 membres) beaucoup plus fort, lui, que le PCF.

La Démocratie chrétienne au pouvoir depuis la Libération n'a jamais réussi à faire de l'Italie un pays moderne. En dehors, en

effet, des secteurs de pointe, limités à l'Italie du Nord, autour de Milan et de Turin essentiellement, l'industrie et l'agriculture italiennes sont encore relativement arriérées par rapport aux autres pays d'Europe. On y

misérables («i braccianti»).

Bien souvent ce sont les mœurs politiques de la Démocratie chrétienne qui sont à l'origine de cette stagnation du pays : pratique généralisée de la «clientèle»,

plus que galopante, le taux de chômage un des plus élevés d'Europe, que la hausse des prix y atteignent des sommets, que la monnaie s'y soit effondrée en un an (aujourd'hui la lire ne vaut plus que 0,57 F environ).



Le scandale Lockheed, le dernier d'une longue série (photo Morel).

trouve de vastes régions, surtout dans le Sud, misérables et sous-développées qui par maints aspects font irrésistiblement penser au tiers monde, régions peu industrialisées, dont une grande partie de la population sans travail doit toujours s'expatrier vers le Nord de l'Italie ou vers l'étranger.

LA CRISE
GÉNÉRALISÉE

Dans ces provinces du Sud se maintient souvent la domination quasi féodale des propriétaires fonciers («latifundia») sur une masse de paysans pauvres, de paysans sans terre et d'ouvriers agricoles

du protectionnisme, des pots de vin (comme le récent scandale «lockheed»), du pillage des caisses de l'État et des organismes publics, des liens étroits entre le personnel politique démocrate chrétien et les truands ou la mafia. En fait c'est à un véritable saccage de l'économie du pays que la bourgeoisie au pouvoir s'est livrée.

C'est en grande partie ce qui explique que de tous les pays d'Europe l'Italie ait été le moins capable de faire face à la crise, que depuis deux ans on y ait assisté à un véritable effondrement de son économie, qu'elle sombre aujourd'hui dans le chaos, que l'inflation y soit

LA COMBATIVITÉ
DE LA CLASSE
OUVRIÈRE

La classe ouvrière et les masses populaires qui depuis des années subissent cette situation ne sont pas restées les bras croisés et leur combativité n'a jamais cessé de croître, un seul chiffre le montrerait puisque en 1975 l'Italie a totalisé 23 millions d'heures de grève. Mais il faut savoir également qu'il ne se passe pas de jour sans que les grandes villes italiennes ne vivent au moins une manifestation des ouvriers, des paysans pauvres, des ouvriers agricoles, des étudiants, les occupations d'usines se multiplient, les grèves de loyers s'étendent de même que les occupations sauvages de logements et la révolte dans l'armée.

C'est ce qui explique que non seulement les masses populaires se détachent de plus en plus de la démocratie chrétienne qui s'appuie sur les couches les plus traditionnelles et rétrogrades de la bourgeoisie, mais également certains représentants de la grande bourgeoisie : patrons «modernes» de la grande industrie, technocrates des organismes d'État ou européens (comme Spinelli, vice-président de la CEE qui vient de se porter sur les listes du PCI), des entreprises nationalisées, cadres de l'industrie, professions libérales, etc.

(A suivre).

URSS

Déficit commercial
sans précédent

L'URSS a enregistré en 1975 son plus important déficit commercial depuis 20 ans, selon les chiffres officiels — que pourtant chacun sait profondément truqués — publiés samedi à Moscou.

Malgré un accroissement de 28 % du volume global des échanges extérieurs, le déficit commercial de l'URSS atteint 2,6 milliards de roubles (15,6 milliards de francs).

L'URSS a dû importer en 1975, en raison d'une récolte catastrophique, 15,9 millions de tonnes de céréales en provenance des pays occidentaux contre 7,15 seulement en 1974.

C'est le fruit de sa politique belliciste qui sacrifie le bien-être du peuple à la course aux armements dont elle compte bien se servir un jour ou l'autre pour assouvir ses ambitions hégémoniques.

Liban

Des missiles sol-sol
font leur apparition

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile au Liban, des missiles sol-sol, d'un type sophistiqué ont été utilisés en plein jour à partir du centre de Beyrouth.

D'après certaines informations, les missiles seraient des «GRAD» de construction soviétique. Ils avaient déjà été utilisés durant ces dernières semaines dans la montagne libanaise. Mais c'est la première fois qu'on les entend en plein jour à Beyrouth. Il n'est pas difficile de découvrir l'ombre des superpuissances, marchands de canons et pêcheurs en eau trouble, derrière le formidable arsenal qui alimente la guerre civile au Liban.

Nouveau traité soviéto-américain
Un écran de fumée

Simultanément Ford et Brejnev signaient vendredi, chacun chez soi, un nouveau traité soviéto-américain sur les «explosions nucléaires souterraines pacifiques».

«On peut avoir un sentiment de satisfaction devant ce qui a été réalisé et on peut dire que du travail utile a été fait» a déclaré Brejnev à la cérémonie de signature. Et Ford renchérissait de son côté : «Ces textes représentent un pas significatif vers un monde plus stable et pacifique et vers des relations plus constructives entre les États-Unis et l'URSS».

En fait ces aimables paroles sont destinées à tromper la galerie, cet accord est un nouveau paravent destiné à cacher l'accélération des préparatifs de guerre des deux superpuissances.

Les USA reconnaissent facilement que ce genre d'expérience ne les intéresse pas du tout actuellement, la dernière de ce type qu'ils ont effectuée remontant à 1973 !

Sur les vrais problèmes, l'âpreté de la rivalité des deux superpuissances se fait jour sans fard : la 103e séance de négociations sur les réductions des forces militaires en Europe centrale, à Vienne, s'est terminée dans l'impasse, et au moment même où était signé ce nouveau traité, le Sénat américain votait 317 millions de dollars de crédits supplémentaires pour la fabrication de 60 nouveaux missiles nucléaires «minute-men» cette année !



Rectificatif

En page 8 de notre numéro daté des 29 et 30 mai, une ligne a sauté rendant le dernier paragraphe incompréhensible. Il faut lire :

«C'est par une lutte déterminée et par la rapide élévation de leur niveau de conscience que les masses américaines se prépareront le mieux aux luttes révolutionnaires à venir et à l'inévitable guerre inter-impérialiste que préparent les administrations soviéto-américaines».

Sahara Occidental

DES VICTOIRES POUR LE F. POLISARIO

Dans l'offensive généralisée pour marquer le 3e anniversaire du déclenchement de la lutte armée dans le Saguiet el Hamra et Rio del Oro, contre le colonialisme fasciste espagnol qui, malgré ses 60 000 soldats, a été contraint, grâce à la résistance héroïque de notre peuple et aux coups durs que lui portaient nos guerilleros, à céder la place aux nouveaux agresseurs marocains et mauritaniens, le 20 mai, une mine a explosé sous un camion ennemi qui fut complètement détruit. 11 soldats ont été tués et 12 autres blessés.

Nos combattants ont attaqué des positions des Forces armées royales stationnant à Bou Crâa, le gisement de phosphate. Plus de 50 mètres du convoyeur ont été détruits entre les stations No4 et 5 ; 15 soldats ont été tués, 6 autres blessés et 2 véhicules ont été détruits au cours de cette attaque.

Les 22 et 23 mai, les positions des Forces armées royales ont été attaquées de nouveau à Amgala. Cette

attaque a causé, du côté ennemi, 7 morts et une dizaine de blessés. Le jour suivant, une autre attaque a été déclenchée à Guelta et a fait 13 morts et quelques dizaines de blessés parmi les soldats marocains.

Pendant ce temps, deux camions ont sauté sur un champ de mine, 3 soldats marocains ont trouvé la mort à la suite de cette explosion.

Le 26 mai, les forces marocaines stationnées à Faouza ont été attaquées pendant plus de 3 heures. Lors de cette attaque, 25 soldats ennemis ont été tués et 50 autres blessés.

Dans la journée du 24, par ailleurs, les combattants qui harcèlent Guelta ont attaqué les positions ennemies. Cette nouvelle attaque a fait plus de 15 morts et une dizaine de blessés. 2 mortiers ennemis ont été mis hors de combat.

Avec le fusil, nous arracherons la liberté !

Communiqué du Front POLISARIO

nouvelles intérieures

D'après le PCF

LA POLICE EST DETOURNEE..
DE SON ROLE REPUBLICAIN

Chaque jour CRS et gendarmes mobiles agressent les travailleurs en grève, ou tirent sur des paysans ou de prétendus malfaiteurs. Ils sont avec l'armée le principal pilier de la dictature de la bourgeoisie. Les grands « démocrates » dirigeant le PCF ont leur « service d'ordre » qui remplace ces « braves gens » lorsqu'ils ne sont pas là (cf Rodez) et quelques fois font cause commune comme au foyer Sonacotra de Champigny pour faire expulser des travailleurs immigrés. Ils participent activement à la mystification entretenue par la bourgeoisie

« la police au service de tous » ... en régime capitaliste !

Lors de la récente intervention des flics contre les grévistes de la BNP (Paris 20e) ils ont diffusé un tract soi-disant pour protester contre cette intervention, mais où s'étale en fait la propagande de Poniowski lui-même : « La police est un service public institué pour assurer la garantie des libertés, la protection des biens et la sécurité des personnes. »

« Elle doit rester en permanence au service du peuple. »

« La loi définit les missions de la police et les au-

torités auxquelles ces missions sont confiées »

Et de rappeler ce qui est écrit dans le Programme commun : « Le pouvoir actuel détourne la police de son rôle républicain d'auxiliaire de la justice (...) Il jette le trouble parmi les policiers eux-mêmes en les isolant de la nation. »

Pauvres policiers qui ont la matraque troublée !

Rappelons également que lors de leur dernier congrès, qui s'est tenu récemment à Valence, les « braves » poulets CGT demandaient que « la police soit plus efficace », que la « réforme (des structures) passe par un recrutement démocratique » ! Certes, cela peut prêter à rire, mais il faut voir dans tout cela les manœuvres politiques pour s'infiltrer dans l'appareil d'État. Ils pensent surtout à prendre la place de ceux qui sont en poste au gouvernement, et si ce jour-là arrivait, ils feraient comme Poniowski et la clique au pouvoir, ils lâcheraient les « doux CRS » contre les travailleurs. Il faut y prendre garde.

Poniowski à Rodez

Des membres du PCF
remplacent les CRS

Rodez fête son bi-millénaire, coût de l'opération : 1 milliard et demi, lourde addition pour les travailleurs ! Jeudi 27 mai, Poniowski, ministre de la répression était en visite. Une manifestation était organisée le matin à 10 h 30 pour sa venue (manifestants de Millau, Rodez, Villefranche de Rouergue, Capdenac, et bassin houiller de Decazeville). Au lieu du rassemblement, les marxistes-léninistes déployaient une large banderole « Libérez Teisseyre, Siméoni, Le Gal » signée L'Humanité rouge et distribuaient un tract « A l'offensive contre le chômage et la répression ».

Aussitôt, certains membres du PCF du SO leur demandaient de replier la banderole, puis essayaient de la déchirer, frappaient des militants et déchiraient des tracts !

Aussitôt des travailleurs intervenaient, des membres du PCF, un vieux travailleur aussi, qui eut ses lunettes cassées en défendant les marxistes-léninistes. L'on pouvait noter quelques réflexions, à propos de cette agression :

« Là-bas les CRS demandent des laissez-passer, et là dans la manif, c'est pareil ! », « Vous êtes pire que les CRS ! », « C'est une manif contre la répression et c'est vous qui tapez ! »

Mais les marxistes-léninistes, malgré les coups ne se dégonflaient pas, et lorsque le cortège s'ébranlait, la banderole d'HR était largement déployée !

Ensuite tout au long de la manifestation, qui groupait environ 1 000 personnes, ces mêmes membres du PCF essayaient d'isoler les marxistes-léninistes. Mais peine perdue, car une centaine de manifestants se plaçaient derrière la banderole HR !

Des mots d'ordre étaient lancés : « Libérez Teisseyre, Siméoni, Le Gal », « Libérez les emprisonnés politiques ».

« Dissolution de la cour de sûreté de l'État ».

Au moment de la dispersion, ces mêmes nervis essayaient encore d'isoler les marxistes-léninistes, mais de nombreux manifestants scandaient :

« Laissez-les passer » et ce sont les nervis qui se sont trouvés isolés, par de nombreux travailleurs, des militants du PCF, du PS, du PSU, de la CFDT !

Tirons quelques conclusions :

1/ c'est la première fois que les marxistes-léninistes apparaissent dans une manif avec leur propre banderole

2/ c'est aussi la première fois, qu'ils sont en Aveyron, agressés par des membres du PCF

3/ ils ont été défendus par de nombreux travailleurs et des adhérents du PCF

4/ qu'une centaine de personnes aient rejoint notre banderole est une preuve que les idées marxistes-léninistes commencent à pénétrer parmi les masses y compris des militants de base du PCF

5/ l'agression de certains membres du PCF a tout d'abord, renforcé les marxistes-léninistes dans la justesse de leur ligne, et d'autre part ouvert les yeux à beaucoup de participants, car jusqu'à maintenant les agressions que nous dénoncions se passaient toujours ailleurs

6/ les discussions qui s'engageaient, isolaient complètement les révis, qui disaient : « C'est des flics » ou bien « Ils gueulent contre tous les flics, mais il y a des flics syndiqués à la CGT et à la CFDT ». Il y a peut-être des flics syndiqués, mais leurs matraques ne le sont pas...

7/ cette journée a donc été une bonne école pour les marxistes-léninistes et pour de nombreux travailleurs.

Correspondant HR
Decazeville.

CLERMONT-FERRAND :
LES RÉVISIONNISTES OCCUPENT...
LA PRÉFECTURE

Sous prétexte de soutenir Amisol (usine occupée depuis plus d'un an et dont ils se sont fait une chasse gardée), quelques dizaines de révisionnistes occupaient lundi dernier, sous l'œil indifférent des Clermontois, la préfecture du Puy-de-Dôme. De telles initiatives ne montrent pas du tout que le PCF en revient à une ligne de lutte résolue ; elles montrent tout au contraire combien le parti révisionniste est de plus en plus coupé des masses. C'est pour cette raison qu'il tente de suppléer l'action de masse par des coups de main spectaculaires et minoritaires. Il s'agit-

saît ni plus ni moins que d'une opération publicitaire pour redorer le blason terni du PCF dont la devise n'est pas « servir le peuple », mais « se servir du peuple ».

Lorsque les étudiants occupèrent en masse FR3 ou le rectorat, la bourgeoisie déclencha immédiatement l'intervention brutale de ses chiens de garde policiers. Mais ici, le préfet ne semble pas avoir été trop mécontent de voir occuper sa préfecture car après une demi-heure de cirque la poignée de révisionnistes replièrent tranquillement leur banderole...

Correspondant HR

EVACUATION PAR LA
POLICE DE L'USINE
GOODYEAR DE
MEYZIEU RHONE

L'usine de flexibles Goodyear, de Meyzieu (Rhône), 250 salariés, occupée depuis une dizaine de jours, a été évacuée jeudi soir par les forces de police.

Cette mesure a été prise en exécution d'un jugement en référé du tribunal, saisi par la direction. Des revendications d'ordre salarial sont à l'origine de la grève.

Le mouvement s'était durci au fil des jours et, malgré un référé d'expulsion, les grévistes avaient refusé d'obtempérer la semaine dernière.

LES AGRICULTEURS DE
LA VALLÉE DU RHONE
ENVISAGENT DE
MANIFESTER A LA
PENTECOTE

Les agriculteurs de la Vallée du Rhône ont décidé de barrer les routes et voies ferrées pendant le week-end de la Pentecôte, pour protester contre l'effondrement des prix des fruits et légumes

SCANDALE FINANCIER
A MARSEILLE :
ANGUILLE SOUS ROCHE

Marseille est décidément ces temps-ci le théâtre de nombreux scandales divers.

Le dernier en date a été rendu public par l'annonce de l'ouverture d'une information contre X par le parquet de Marseille pour une escroquerie portant sur plus de 430 millions de francs. Ce scandale financier met en cause la Caisse centrale de crédit coopératif, organisme semi-public, agissant sur directives du gouvernement.

Différentes sociétés s'étaient créées et s'étant proclamées « en difficulté », la Caisse centrale de crédit coopératif leur a versé plusieurs centaines de millions. D'ores et déjà on s'attend à ce que cette affaire fasse de nombreux remous.

Une dépêche de l'AFP annonçait ces jours derniers : « On a pu apprendre de bonne source que cette affaire resterait circonscrite sur le terrain pur et simple de l'escroquerie, sans implication politique ». Veut-on ainsi prendre les devants et étouffer un scandale d'une autre ampleur encore ?

Alors que le juge d'instruction a fait une demande de perquisition au ministère des Finances, elle n'a pu être effectuée dans les délais voulus. A-t-on voulu ainsi mettre à l'abri des dossiers compromettants ?

Enfin, à l'époque où l'escroquerie a eu lieu le ministre des Finances s'appelait Giscard d'Estaing et Chirac secrétaire d'État aux finances.

Or, les sommes versées par la Caisse centrale de crédit coopératif l'ont été sur ordre du gouvernement...



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Querelle PS-gouvernement
à propos des hauts fonctionnairesUne rivalité d'ennemis
du peuple

A deux ans des élections législatives, les différents partis bourgeois se livrent à un intense rivalité pour placer leurs hommes dans les hautes sphères de l'appareil d'État. Les partis au pouvoir installent de hauts fonctionnaires qui leur sont apparentés, au détriment de ceux qui sont liés aux partis dits d'opposition.

Cela n'est pas nouveau. On se souvient par exemple des braillements que poussaient les centristes de tout poil, à l'époque de De Gaulle, contre ce qu'ils appelaient « l'État UDR ».

De leur côté, les partis « d'opposition » cherchent à gagner de hauts fonctionnaires en prévision de leur arrivée au pouvoir. Le PS notamment s'est surpassé dans ce domaine et compte de nombreux membres et sympathisants parmi les hauts fonctionnaires de l'État capitaliste. Le PCF a fait également de nombreux efforts dans ce sens. Cette rivalité constitue le fond de la polémique engagée depuis quelques temps entre le gouvernement et le PS.

C'est ainsi que, dernièrement, Poniowski dénonçait « l'action de politisation de l'administration engagée par le Parti socialiste ».

Mitterrand y répondait en parlant « des fonctionnaires détachés qui se sont faits les commis du parti politique dominant ».

Enfin, dans l'hebdomadaire du PS, « l'Unité », Claude Estier accusait le gou-

vernement d'avoir favorisé les membres des partis au pouvoir au concours de l'École nationale d'administration (d'où sortent les grands serviteurs de l'État capitaliste) au détriment des militants et sympathisants du PS.

Exemple mal choisi semble-t-il puisque des élèves de l'École nationale d'administration, membres du PS, ont protesté contre ces propos, mettant ainsi les dirigeants socialistes dans une position embarrassée. C'est là un épisode de cette petite guerre d'où les intérêts des travailleurs sont totalement absents. Pour les partis bourgeois, quelles que soient leurs étiquettes, le seul problème est de savoir lequel d'entre eux prendra les rênes de l'État capitaliste, qui aura la plus grosse part du gâteau provenant de l'exploitation des travailleurs.

Ces hauts fonctionnaires, qu'ils se disputent sont tous d'accord sur l'essentiel : préserver le pouvoir de la classe à laquelle ils appartiennent, la bourgeoisie. C'est à cela qu'ils contribuent aujourd'hui comme ils le feront demain.

Ces messieurs apparemment si opposés en paroles sont de la même espèce. Sous la IVe République, ils ont agi ensemble, dans les mêmes gouvernements contre les travailleurs. Aujourd'hui même ils se côtoient dans les ministères et dans les rouages de l'État, où ils appliquent la politique du capitalisme. Ils sont au service d'une même classe : la bourgeoisie.



Desombre

A LA CROISEE DES CHEMINS

Suite de la page une.

Comment est organisée la grève ?

La grève est dirigée par la section CFDT et un comité de grève : une assemblée générale a lieu tous les 8 jours pour prendre les décisions. La production continue au ralenti mais les ventes sauvages se sont organisées.

Question popularisation, des tracts ont été diffusés dans les usines de la région et dans le quartier mais il n'existe pas de comité de soutien.

Des liens existent entre la CIP et Desombre : des réunions entre délégués ont eu lieu tous les 15 jours. Il faut signaler qu'une délégation de Réhault (Fougères) est venue visiter l'usine et que la liaison avec les étudiants s'est effectuée : par 2 fois une délégation est venue expliquer sa lutte devant les étudiants et a reçu un accueil très chaleureux.

Malgré ces actions positives, n'oublions pas l'essentiel : jusqu'à présent le conflit semble sans issue. Pourquoi ?

L'unité des ouvrières n'a pas été réalisée : seule une minorité combative continue la lutte. Il y a à cela de multiples raisons

— la trahison de FO qui s'abstient lors du vote

pour l'occupation et vient manifester avec le patron et les cadres pour «la liberté du travail» quand les ouvrières les mettent à la porte.

— la mystification des «indemnités de chômage» : les ouvrières continuent à toucher 90 % de leur salaire. Alors que les ouvrières veulent conserver leur emploi sur place et refusent tout licenciement, le patronat essaie donc de diviser les ouvrières et cherche à leur faire accepter des licenciements avec reclassements. Mais si un certain nombre retrouvent un travail, pour les autres ce sera le chômage. Le but des indemnités de chômage : faire du chômage un problème individuel, faire accepter les licenciements.

Il y a surtout le poids de l'idéologie révisionniste : (électoratisme, légalisme).

— on produit mais on ne fait pas de vente sauvages seulement des ventes de main à la main par peur de l'illégalité. Mais si on produit et vend «en cachette», ça enlève toute signification à une telle forme d'action !

— ce que veulent les ouvrières c'est trouver un acquérant pour reprendre l'usine. Pour cela nous allons voir «les pouvoirs publics» et nous avons le soutien des zélus locaux : on est allé voir tout le monde : Mauroy, maire PS de Lille, le conseil général, etc.

Les députés PCF ont fait des interventions. Au bout de 8 mois, le résultat : zéro. En fait les ouvrières s'en remettent aux négociations et aux politiciens de la «gauche». Conséquence : la mobilisation populaire n'est pas réellement prise en main.

La CFDT a organisé le 8 mai une marche sur Desombre. Quelle est sa signification ?

Cette manifestation avait le «soutien» des partis de la fausse gauche. En fait 3000 personnes ont défilé sur des mots d'ordre combattifs à l'appel de la CFDT : «Indemnités ou pas, du chômage on n'en veut pas» «CIP Desombre vaincra». Par contre le PCF, le PS et la CGT ont réuni en tout une cinquantaine de personnes !

Ce qui est plus grave, c'est que lors du meeting, ceux qui ont eu l'honneur de la tribune ce ne sont pas du tout les très nombreuses sections syndicales présentes mais la CGT et le PCF ! Le pont de PCF a déclaré que son parti soutenait les luttes (!) et que «le Programme commun, c'est la seule solution !»

D'une part des milliers d'ouvriers et de travailleurs sont prêts à soutenir Desombre comme ils ont soutenu Lip, d'autres part la

CFDT par souci d'«unité» laisse les partis du «Programme commun» faire de la lutte une opération publicitaire. Mais la manif aura montré que le seul soutien de Desombre c'est celui des travailleurs.

Quelles sont les perspectives après le 8 mai ?

Si on continue comme avant, c'est l'échec : se contenter de demander un «patron» c'est s'en remettre au point de vue du capital. De plus c'est laisser le champ libre à toutes les récupérations politiques : la bourgeoisie s'est habituée à Desombre : les journaux réacs du Nord en parlent avec «bienveillance», quant au PCF étant donné l'absence de perspectives et l'échec qui nous pend au nez, cela l'arrange bien pour prouver que «la seule solution c'est le Programme commun».

POUR GAGNER IL FAUT :

— mobiliser largement les masses (à travers des comités de soutien)

— réaliser l'unité des luttes (en participant à la coordination des Lip)

C'est seulement comme ça qu'on créera un rapport de forces favorables qui obligera le patronat à céder.

Correspondant HR.

la France des luttes

COMMUNIQUE DES TRAVAILLEURS DE CARON-OZANNE

Réponse à François Régis Hutin

Dans un long article François Régis Hutin directeur de Ouest-France déplore les grèves qui aggravent la situation de l'imprimerie comme de la presse. Il va même jusqu'à demander une sorte d'union sacrée pour permettre à son quotidien d'assurer son rôle d'information et de garantir la pluralité de la presse.

Si Ouest-France assurait réellement l'information, l'ensemble de ses lecteurs n'aurait certes pas été étonné de la non-parution de Ouest-France suite à l'intervention des gardes mobiles à Caron-Ozanne.

En effet si ce quotidien régional avait réellement joué son rôle d'information ses lecteurs sauraient :

— que Ouest-France contrôlait l'imprimerie Caron-Ozanne

— que c'est Ouest-France qui a été le maître d'oeuvre de la fusion Caron et Ozanne

— que c'est Ouest-France qui a embauché le directeur Doreau qui a coulé l'imprimerie du Chemin vert

— que c'est Ouest-France qui a demandé le plan de «redressement» avec 109 licenciements

— que c'est donc Ouest-France qui est responsable des 150 licenciements de Caron-Ozanne et qui est responsable de la situation des 47 personnes qui restent sans emploi.

Ouest-France n'a strictement rien fait depuis le début du conflit.

Que M. François Régis Hutin commence donc par répondre de ses responsabilités face aux travailleurs de Caron-Ozanne qui demandent le maintien de l'emploi pour tous, non au démantèlement et la réouverture de l'imprimerie.

L'A.G. des travailleurs de Caron-Ozanne du 25/5/76



A la fin de la manifestation de soutien aux travailleurs de Caron-Ozanne le 21 mai, les manifestants lèvent le poing en chantant l'Internationale (photo HR).

37e Congrès de la CFDT

A travers interventions et amendements (2)

Nous continuons la publication de quelques extraits d'amendements non retenus pour la discussion ainsi que des extraits d'interventions.

— A propos de la coordination des luttes : «Une issue positive à la crise sera d'autant plus vraisemblable, si cette bataille est livrée face au patronat et au gouvernement pour imposer la satisfaction des exigences populaires. Cela veut dire œuvrer, dès aujourd'hui, à une coordination et à une unification des luttes sur des objectifs revendicatifs d'ensemble prolongeant les actions impulsées dans les entreprises et réellement prises en charge par les travailleurs à la base».

— Sur l'unité d'intervention avec la CGT : «Cette unité d'action se réalise avant tout à la base par l'impulsion par la CFDT lors d'actions de structures unitaires permettant aux travailleurs de prendre en charge leur lutte et de la contrôler en permanence. La création de comités de grève composés de représentants des organisations syndicales et de représentants élus des services

en grève, permet de maintenir et l'unité du personnel et l'unité intersyndicale».

Quant aux interventions à la tribune elles ont été le plus souvent une course de vitesse de la part des délégués pour finir dans les temps en essayant de survoler rapidement beaucoup de questions à la fois ; trop rares sont les interventions de délégués sur les conflits souvent très durs qui se déroulent à l'heure actuelle, mis à part Griffet, la CIP, Dassault ; il n'y a pas eu d'interventions de militants de Réhault, de Caron-Ozanne, de Lip, de Paris-Rhône, de Bourgogne électronique, et de bien d'autres encore. Rien sur les affrontements récents entre les métallos de La Rochelle en grève les jaunes et les CRS. Beaucoup d'interventions, trop abstraites ne s'appuyaient pas sur l'expérience de ces luttes et sur la réalité vécue à la base pour contribuer à la critique ou au soutien de la Résolution générale. L'intervention du délégué de Griffet acclamé par la salle, comme d'autres s'efforçait au contraire de faire entendre le point de vue des travailleurs en lutte :

«Nous avons raison de recourir à des formes d'action illégales. Le PCF veut-il que les travailleurs restent les bras croisés et le ventre creux, quand il condamne notre action et bien d'autres encore ?»

Il appelait à renforcer la coordination nationale de luttes mise en place à Lip et demandait le soutien de toutes les instances de la CFDT pour cette initiative. Cela fut acclamé mais on est passé à autre chose... La responsabilité de cet état de fait ne revient pas aux délégués mais à la direction du Congrès qui laisse tout le monde s'inscrire alors que seuls moins de 80 délégués purent parler, n'ordonna pas les interventions par thèmes permettant ainsi de nombreuses répétitions. En fin de compte c'est ici le libéralisme le plus complet qui permit à la confusion de dominer. Cependant de nombreuses interventions, pour peu que l'on y prête attention, comportaient bien des aspects positifs.

Nous donnons ci-dessous quelques extraits de deux d'entre elles.

Extrait de l'intervention présentée par Françoise Hennion au nom de 11 syndicats des Deux-Sèvres :

«... En Deux-Sèvres, dans une association dirigée par des socialistes soi-disant à gauche et haut placés au sein du PS cela donne une déclaration au Conseil d'administration dont voici quelques extraits : "Quelle que soit la société de demain, "autogestionnaire ou pas, "on y raserait pas gratis, "même si une assemblée "générale minoritaire le décide sous l'influence de "quelques doux rêveurs, fut-ils martyrs de causes perdues d'avance". Où est l'autogestion là-dedans ? Attention ne nous leurrions pas ce genre de dirigeants du PS, bien placés nationalement, peuvent très bien se retrouver ministre de l'Education ou de la formation permanente dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche. Et si leur autoritarisme national est à l'image de celui qu'ils imposent localement nous aurons bien du plaisir...»

Intervention de Yolande Colletel au nom de la Fédé-

ration générale des services - livre - et papier carton :

«Les postes d'OS, de maintenance, sont occupés par un nombre croissant de femmes, d'immigrés, de jeunes. Ce sont eux qui sont contraints d'accepter les contrats précaires qui leur sont proposés n'ayant comme choix ou le chômage partiel sans indemnité ou le chômage total. Ces couches de travailleurs qui subissent le plus durement l'exploitation capitaliste posent par leur lutte le plus clairement la question de la rupture avec le système capitaliste.

Ces couches, ces catégories qui sont les moteurs des luttes n'ont pas un rôle prédominant dans l'organisation syndicale...

Le fait d'avoir élu un gouvernement de gauche ne donnera pas plus de pouvoir aux travailleurs dans la nation que l'élection de délégués ne donne aux travailleurs le contrôle de leur organisation dans l'entreprise...»

Bien d'autres interventions encore furent prononcées, intéressantes à des titres divers. Nous y reviendrons plus en détail dans nos prochaines éditions.





la France des luttes

Elections syndicales chez Raymond Boutons (Grenoble)

SUCCES DE LA LIGNE DE LUTTE DE CLASSE

De récentes élections de délégués du personnel (plusieurs usines du trust Renault, et Raymond Boutons) ont montré un recul sensible de la CGT. Aussi faut-il voir sur quelles bases. Dans notre avant-dernière édition nous expliquions que chez Renault le recul de la CGT était dû à la trahison de la lutte de 75, à la politique de gestion capitaliste du restaurant de l'entreprise (dont il est le patron), mais qu'en définitive cela avait profité à la CFDT qui est sur des positions réformistes, pas au courant de lutte de classe. L'opposition aux courants révisionniste et réformiste s'est traduit par un fort pourcentage d'abstention.

Chez Raymond Boutons, le courant de la lutte de classes, impulsée par les communistes marxistes-léninistes, a tenu en échec les manœuvres des responsables révisionnistes du PCF et de la CGT.

Voici déjà plusieurs années que les révisionnistes du PCF qui noyaient la section syndicale CGT (le seul syndicat à Raymond) font tout ce qu'ils peuvent pour mettre à l'écart de l'activité syndicale les travailleurs qui ne sont pas d'accord avec leur ligne politique (c'est ce qu'ils ont réussi à faire dans plusieurs usines Renault - voir HR No 498), et en premier lieu, les ouvriers communistes marxistes-léninistes. Car ils savent bien que cela renforcerait encore à coup sûr les liens entre les masses ouvrières et le Parti marxiste-léniniste.

Pour cela tous les moyens sont bons, des manœuvres bureaucratiques aux calomnies.

Cette année l'Organisation des communistes marxistes-léninistes de l'usine a décidé de passer à l'offensive, et de révéler au grand jour à tous les travailleurs et non plus seulement aux syndiqués, les manœuvres antidémocratiques des révisionnistes dans la CGT.

Dans l'atelier «cisaillages», une pétition signée par la totalité des 14 ouvriers (dont un vieux militant du PCF) a été faite pour exiger la présentation d'un ouvrier marxiste-léniniste comme délégué du personnel sur la liste CGT. Le bureau syndical, lequel n'a jamais été élu par personne, a refusé net, malgré toutes les démarches des ouvriers en question.

En réponse, au contraire, une lettre aux syndiqués (transmise aussi aux chefs) a été faite par le bureau pour dénoncer nominalement et calomnieusement le camarade.

Malgré tout cela, au cours de la réunion syndicale qui a suivi, le camarade a exposé clairement et calmement les raisons pour lesquelles on voulait le mettre à l'écart et toutes les manœuvres dont il était l'objet. Et avec l'accord de tout son atelier, le camarade a décidé de maintenir malgré tout sa candidature pour les élections.

La décision a été prise de créer une section syndicale

CFDT et d'expliquer à tous les travailleurs dans une lettre ouverte les raisons du départ de la CGT.

Une liste de 4 camarades de différents ateliers (cisaillages, cellulo, labo) a été constituée. Cette liste a obtenu 55 voix, la CGT 263, et la CFTC 49 sur 402 votants (516 inscrits) dans le collège ouvrier.

Certes, il s'agit là d'un résultat encore modeste, mais le camarade des «cisaillages magasins» a été élu et les travailleurs l'ont ressenti comme une grande victoire. Un autre travailleur a été élu suppléant.

Les révisionnistes à la tête du PCF ont conscience d'avoir subi une défaite. Ils

pensaient que la liste CFDT n'aurait que 20 à 30 voix et que le camarade ne serait pas élu.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine pensent que la création de la section syndicale CFDT à Raymond est une bonne chose. De toute façon, dans la CGT, la lutte n'est pas terminée, elle continuera. Elle permet d'offrir dès maintenant une perspective immédiate de lutte et d'organisation à tous les travailleurs écœurés par l'attitude des dirigeants révisionnistes dans la CGT en particulier au cours des derniers mou-

vements (lutte pour les 40 heures sans perte de salaire...), elle permet de lutter contre le découragement et l'isolement et va dans le sens de la directive du congrès constitutif du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France) : «redonner confiance à la classe ouvrière en l'organisant».

Toutefois, l'arme fondamentale pour redonner confiance et organiser les éléments les plus conscients pour préparer la révolution prolétarienne ne peut être que le Parti communiste marxiste-léniniste.

Correspondant HR.

LA GREVE DES MINEURS

Vendredi et samedi les mineurs du Nord-Pas de Calais étaient en grève pour «la défense du droit de grève, les libertés syndicales, le paiement des heures perdues à la suite d'un lock-out, la parité des salaires avec la Lorraine et la réduction du temps de travail». Elle semble avoir été largement suivie. En ce qui concerne la poursuite de l'action, la CFDT appelait dès vendredi «au renforcement de la lutte engagée» aux HBNPC et proposait «la création de comités de grève intersyndicaux au niveau des puits et services», «la grève générale illimitée», pour «obtenir le rapport de forces nécessaire pour faire reculer l'intransigeance de la direction et aboutir les revendications».

Tandis que la CGT, à l'instar de ce qui avait été fait lors de la dernière grève des cheminots, utilise à plein la grève de 48 heures comme étouffoir de la lutte déclenchée le 13 mai dernier à Courrières.

Paysans en lutte

Aujourd'hui résultats d'un procès exigeant l'expulsion de paysans à Cheix en Retz en Loire-Atlantique

LE DROIT A LA TERRE

En Loire-Atlantique, les travailleurs de la terre opposent une résistance collective au droit de propriété et s'engagent de plus en plus dans la lutte pour le droit au travail. Le nombre de paysans menacés d'expulsion, le nombre d'ouvriers au chômage ou menacés d'y être, le prouvent : dans la société capitaliste, le travail n'est pas un droit pour tous, c'est la bourgeoisie et elle seule qui selon ses intérêts décide de l'accorder ou de le refuser.

En avril 1963, des paysans s'installent sur une ferme, les «Bois aux Moines», propriété d'un grainetier de la région, en louant 17 ha 29 de terres en fermage et 1 ha 68 de vignes en métayage. A l'époque, il n'y avait pas de bail enregistré. Un écrit signé des deux parties fixait le montant du fermage pour un an. Ce délai d'un an permettait au fermier d'estimer la qualité réelle des terres. Au bout de l'année, le paysan estimait excessif le montant de son fermage - 194 F/ha - par rapport à la qualité des terres. Il en demandait la révision - dans la région le prix moyen est de 130 F/ha -, le propriétaire ne voulut rien savoir.

En outre, 62 ares de la surface de vigne - 1 ha 68 - étaient plantés en cépages prohibés. L'arrachage aurait dû en être effectué en 1956 en vertu de la législation sur le vin. Leur maintien bloquait la commercialisation du vin récolté en dehors de la distillerie. Avant 1963, le propriétaire vendait ce vin sous des déclarations fausses et frauduleuses.

LA JUSTICE JETTE LES PAYSANS DANS L'ILLÉGALITÉ

Depuis 1966, le fermier a toujours déclaré la nature réelle des cépages. Or le propriétaire lui interdisait d'arracher ces cépages prohibés, le paysan s'est vu interdire la vente de son vin depuis 2 ans.

En 1966, refusant de quitter la ferme ou de continuer à payer un fermage trop élevé, le paysan, s'appuyant sur la loi du statut du fermage, porta le différend en justice. Quatre ans plus tard le tribunal paritaire résiliait le contrat de métayage pour la vigne et acceptait la demande de révision du montant du fermage. Mais en juillet de la même année, la cour d'appel de Rennes résiliait le bail dans sa totalité et ordonnait l'expulsion du paysan sous 15 jours. En juillet, quitter ces terres, c'était impossible !

Depuis 1970, les paysans sont donc dans l'illégalité. Mais grâce à la mobilisation des autres paysans et avec l'appui de la FDSEA, de «Paysans travailleurs», de la CFDT locale et du MRJC, ils sont toujours aux «Bois aux Moines».

Leur détermination à rester sur place n'a jamais failli, pourtant au fil de leurs convocations devant les tribunaux ils ont expérimenté le mépris des juges et leur peu de scrupules à utiliser des mensonges donnant raison au propriétaire. Ils savent qu'ils ne se battent pas seulement sur un problème individuel : en Loire-Atlantique, 300 jeunes sont à la recherche de terres, actuellement de nombreux travailleurs aussi sont au chômage ou menacés de licenciement. Chez ces paysans, aucun désir de devenir propriétaires, ils luttent pour le droit au travail.

La lutte de Cheix-en-Retz s'inscrit dans cette longue histoire de luttes des paysans petits et moyens contre leur asservissement par les propriétaires fonciers, les notables, les patrons des firmes agro-alimentaires qui tirent profit de leur travail. Elle montre que lorsque les paysans luttent sur des bases de classe, ils se heurtent non seulement à un propriétaire mais à tous les défenseurs du capitalisme établi, avec ses lois, sa justice, ses organes de répression.

LES PROVOCATIONS DU PROPRIÉTAIRE ET DE SA SUITE CONTRE LE FERMIER

Coupe régulière des clôtures, destruction par un commando équipé de tracto-pelles des bâtiments abritant les animaux, destruction complète de la toiture de la maison des fermiers, arrosage des choux et des betteraves avec des défoliants et des désherbants, tentative d'empoisonnement d'un puits. Telles sont les provocations continuelles du propriétaire, qui vient tous les jours rôder sur les lieux. Une fois même la fermière circulant à mobylette a été agressée, jetée à terre, poussée dans les ronces, les pneus de sa mobylette crevés à coups de fourche !

Ces derniers jours encore le propriétaire est venu, accompagné, au service d'eau. Peut-être voulaient-ils jeter le moteur au fond du puits, comme l'an dernier. Mais le chien de garde a donné l'alerte et il a fallu qu'ils déguerpissent comme des lapins à travers champs.

CONTRE LA VIOLENCE LA SOLIDARITÉ S'EST ORGANISÉE

A chaque agression l'alerte a pu être rapidement donnée. Parfois même des personnes assurant la garde ont pu se rendre compte de

l'arrivée des commandos du propriétaire. La reconstruction était vite faite, par exemple pour le toit de la maison d'habitation. De même pour la salle de traite qui appartient aux fermiers, saccagée le matin, elle était en état d'assurer la traite des vaches à midi.

En juillet 1975, un pique-nique a été organisé. Il a rassemblé plus de 2 000 personnes. Des gardes de nuit ont été mises en place assurées à tour de rôle par des paysans et des militants syndicaux.

Le 13 mai dernier l'huissier a porté une convocation aux fermiers pour le tribunal de Nantes. Le propriétaire demandait que soient supprimées toutes les constructions qui appartiennent aux fermiers : laiterie, hangar. Il exigeait 100 F d'indemnités journalières après ordonnance du jugement ! Le jour de la convocation, le 20 mai, un millier de personnes se sont rendues en manifestation chez le propriétaire. Ce même jour les fermiers recevaient une lettre leur proposant une autre exploitation dans un autre coin du département. Ainsi l'on veut les faire céder par tous les moyens. Mais la position des paysans est claire et nette : les fermiers resteront aux «Bois aux Moines», et l'action s'organise en conséquence. Le résultat du procès doit être rendu mardi 1er juin, c'est dire que les jours qui viennent vont être décisifs.



Enseignement

Un professeur suspendu au lycée agricole de Vendôme

LA MUSELIERE

Suspendu de ses fonctions par mesure disciplinaire, Paul Pouvillon, professeur au lycée agricole de Vendôme, Loir-et-Cher, devrait être muté dès la rentrée prochaine. Accusé par le directeur du lycée et l'association Lagarde des parents d'élèves d'être à l'origine du mauvais esprit des élèves et de leurs faibles résultats aux examens, Paul Pouvillon a engagé contre eux une poursuite en diffamation. Comme par hasard, l'audience a été interrompue par une alerte à la bombe. Le 8 juin à nouveau l'affaire passera devant les juges.

Le 18 mai, plus de 500 personnes ont manifesté dans les rues de Blois pour obtenir la réintégration de Paul Pouvillon, professeur au lycée agricole de Vendôme, injustement suspendu de ses fonctions. Cette manifestation était organisée par le SGEN-CFDT national de l'enseignement agricole et par le SGEN de l'Académie d'Orléans, à l'occasion du procès en diffamation que Pouvillon intentait à son directeur, ainsi qu'à d'autres personnalités.

Paul Pouvillon est professeur d'éducation culturelle, matière propre à l'enseignement agricole, dont les objectifs sont définis dans une circulaire ministérielle : «développement de la personnalité sous tous ses aspects, préparation à la vie d'adulte et à la vie en collectivité, apprentissage du sens critique, etc.». Objectifs trompe-l'œil s'il en est qui ne visent qu'à donner des illusions sur les «douces» de la dictature de la bourgeoisie.

Certains professeurs essaient cependant d'en tirer profit en mettant à l'étude les questions de fond que se posent les élèves, pourquoi les jeunes, au sortir de l'école, sont-ils confrontés au chômage ? A quoi et qui sert l'école ? Qu'est-ce qui est à l'origine de la crise ? C'est ce que Pouvillon, à sa manière, essayait de faire. Mais cela n'est pas du goût de tout le monde !

Rambert, le directeur, écrit dans le bulletin des parents : «quelques élèves ont été complètement "déphasés", complètement "déboussolés" à force de se poser des questions sur la société, sur le capitalisme, le chômage, etc., autant de sujets trop sérieux pour être abordés gravement avec la fougue de jeunes de 18 ans. Résultats : deux fugues de jeunes filles...»

Des professeurs : si «nos» élèves se mettent à contester «notre» enseignement, «notre» autorité, il n'y a plus moyen !

La Fédération Lagarde des parents d'élèves : si «nos» enfants se mettent à avoir des idées différentes des nôtres, où va-t-on ?

La chambre d'Agriculture : après c'est nous qui nous occupons de ces paysans et de ces techniciens, alors s'ils se mettent déjà à parler de lutte de classes dans l'agriculture, qu'est-ce que ça va devenir ?

Tout ce beau monde prend peur, peur de perdre ses privilèges. Tel un grand seigneur, Rambert sonne la charge : «Les meilleures cho-

ses ayant une fin, il est logique que les plus mauvaises s'arrêtent au moins aussi vite, sous peine de condamner tout le monde à l'asphyxie, à la catastrophe irréversible. Souvenez-vous de mai 1968 !» (bulletin des parents No 1).

Haro sur Pouvillon ! Tout ce qui ne va pas au lycée, c'est la faute à Pouvillon ! Novembre 75 : le Conseil d'administration du lycée, manœuvré par le directeur, refuse de voter le budget du lycée tant que Pouvillon y est employé. Le ministère cède au chantage : Pouvillon est suspendu.

Quatre mois plus tard, il passe en commission disciplinaire. Il n'y a rien dans le dossier, si ce n'est des pièces truquées et des lettres de parents faites sur commande : sur aucun fait précis. Pourtant la sanction tombe : suspension sans salaire jusqu'à la prochaine rentrée et mutation d'office.

Ce n'est que 6 mois après la première mesure de suspension qu'a pu avoir lieu une manifestation de masse en soutien à Pouvillon. Pourquoi cela ?

L'obstacle principal à la mobilisation dans l'enseignement agricole a été le refus des dirigeants du SNETAP de populariser l'affaire et d'impulser le soutien. L'affaire Pouvillon ne cadrerait pas avec leurs mots d'ordre.

Eux, ils se battent pour la «défense de l'enseignement agricole public» et non pour les revendications du personnel — titularisation, bas salaires, conditions de travail. Tous les ans ils organisent une procession chez un ministre, cette année, c'est chez Bonnet à Carnac qu'ils ont amené tout le monde ! Le reste du temps, ils le passent en palabres avec les mêmes grosses huiles.

A la commission paritaire disciplinaire, ils ont défendu Pouvillon sur la forme — absence de preuves dans le dossier — et ont refusé de voter la sanction. Mais leur action en est restée là et même dans certains lycées, ils n'ont pas hésité à faire courir de faux bruits sur Pouvillon.

Jusqu'à ces dernières années, le SNETAP* était pratiquement le syndicat unique des lycées et collèges agricoles, il pouvait imposer sa ligne de collaboration avec l'administration. Et, à l'heure actuelle, encore, beaucoup d'enseignants et d'agents n'acceptent de participer à une action que si le SNETAP lance un mot d'ordre : c'est ce qui a empêché une mobilisation massive pour la réintégration de Pouvillon.

Quelques militants, conscients de la trahison des dirigeants du SNETAP, ont créé ça et là des sections SGEN-CFDT. Mais elles ne sont pas encore très développées, ni très bien organisées au plan national.

La mobilisation de Blois, n'en a été qu'un plus grand succès et la tendance à l'assemblée générale tenue l'après-midi du 18, était nettement à l'offensive : d'autres actions ont été décidées.

De plus petit à petit, certaines sections du SNETAP sortent de leur silence, prennent position pour la réintégration de Pouvillon et demandent des comptes à leurs dirigeants. C'est ainsi que, poussés par leur base, ces dirigeants viennent de décider une action d'envergure : envoyer leur secrétaire général plaider la cause de Pouvillon chez Bonnet. Quel héroïsme ! Tandis que les sections seront invitées à le soutenir dans sa démarche en envoyant un télégramme !

L'action n'est pas terminée, loin s'en faut. Sur le plan juridique, il y a un recours devant le tribunal administratif. Quant au procès en diffamation contre Rambert et ses comparses, il a été stoppé par une mystérieuse alerte à la bombe — preuve que la présence de plusieurs centaines de manifestants dérangeait ces mes-

sieurs dans leurs délibérations ! — il est reporté au 8 juin. Une semaine plus tard, le 17, se réunira la commission paritaire qui doit muter d'office Pouvillon.

La défense de Pouvillon est bien sûr l'affaire de tous les membres de l'enseignement agricole et de l'Éducation nationale ; mais pas exclusivement. L'attaque portée contre lui est une attaque de classe : le fait que la chambre d'Agriculture soit intervenue contre Pouvillon est clair à cet égard. Les bourgeois qui exploitent les travailleurs des villes et des campagnes ne veulent pas que des professeurs leur mettent des bâtons dans les roues — même si ce sont des petits bâtons. Alors, ils répriment, sans preuves, au mépris de leur propre légalité.

Contre cette attaque de classe, il faut développer une riposte de masse, populariser l'affaire auprès des petits et moyens paysans exploités, auprès de la jeunesse. C'est ainsi que se fera la jonction entre les luttes des enseignants et celles des travailleurs, c'est ainsi que la répression sera mise en échec.

Un enseignant d'un lycée agricole de Bretagne
*SNETAP : syndicat de l'enseignement agricole public, affilié à la FEN et contrôlé par les révisionnistes.

informations générales

Parution du tome II des œuvres de Joseph STALINE

A la suite des tomes I et XVI*, le tome II des œuvres de Joseph Staline vient de paraître au Nouveau bureau d'édition (NBE). Nous reproduisons l'introduction qui accompagne ce très précieux ouvrage. Elle fut rédigée par «l'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS» lors de la première édition en langue russe de ce volume.

«Le deuxième tome des Œuvres de J. Staline renferme surtout les œuvres de la période qui s'étend de la seconde moitié de 1907 à 1913, jusqu'à la déportation du camarade Staline dans la région de Touroukhansk où il resta jusqu'en février 1917. Ces écrits embrassent essentiellement deux périodes de l'activité révolutionnaire du camarade Staline : la période Bakov et la période de Pétersbourg.

«Les écrits qui se rapportent à la première moitié de 1907 sont consacrés à la tactique des bolchéviks dans la première révolution russe ("préface à l'édition géorgienne de la brochure de K. Kaustky : les forces motrices et les perspectives de la révolution russe", article sur "La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks", etc.). Les articles de cette époque ont paru dans les journaux bolchéviks géorgiens *Tchvéni Tskhovréba* et *Dro*. Ils sont publiés en langue russe pour la première fois.

«Les textes écrits à partir de juin 1907, dans la période où l'activité révolutionnaire du camarade Staline se déroule surtout à Bakou, mettent en lumière la lutte des bolchéviks contre les menchéviks liquidateurs, pour le maintien et le renforcement du parti marxiste révolutionnaire illégal ("la crise du parti et nos tâches", "Résolutions adoptées par le comité de Bakou le 22 janvier 1910", "Lettres du Caucase"). Les questions relatives à la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire et des syndicats sont traitées dans les articles : "Qu'attestent nos grèves de ces temps derniers ?", "Les industriels du pétrole et la terreur économique", "La Conférence et les ouvriers", etc. L'étude "Le Congrès de Londres du POSDR (Notes d'un délégué)" dresse le bilan du Ve Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Les articles de J. Staline de cette période, contenus dans le second tome, sont parus dans les journaux *Bakinski prolétari*, *Goudok* et *Social-démocrate*.

«A partir de la seconde

moitié de 1911 débute la période de Pétersbourg de l'activité révolutionnaire du camarade Staline (1911-1913). Le camarade Staline, à la tête du Bureau russe du Comité central, dirige le travail du parti en Russie pour appliquer les décisions de la Conférence de Prague du parti. A cette époque se rapportent les œuvres traitant principalement du nouvel essor révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, des tâches du parti bolchévik en liaison avec les élections à la IVe Duma d'État. En font partie : le tract "Pour le parti", les articles : "Une phase nouvelle", "Bien travaillé...", "Le fleuve s'est mis en marche !", "Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier", "La volonté des délégués", "Les élections à Pétersbourg", etc. Ces articles ont paru dans les journaux pétersbourgeois *Zvezda* et la *Pravda*.

«Ce deuxième tome contient également le célèbre ouvrage de J-V Staline, "Le marxisme et la question nationale" (1913) où sont exposés la théorie et le programme des bolchéviks sur la question nationale.

«On n'a pas pu retrouver jusqu'à présent l'article "De l'autonomie nationale culturelle", rédigé par le camarade Staline pendant sa déportation dans la région de Touroukhansk, ainsi que plusieurs autres écrits.»

L'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS

Ce nouveau volume des œuvres de Joseph Staline est en vente au prix de 32 F dans les librairies :

— Les Herbes sauvages — 70, rue de Belleville - Paris 20e.

— Le Sel de la terre — 4, rue du Maréchal Foch - 22000 - St-Brieuc.

— La Force du livre — 33, rue René-Leynaud - 69001 - Lyon.

*Tome I période de 1901 à 1907 - tome XVI période de 1941 à 1949, également en vente dans ces librairies.

UNE NOUVELLE AFFICHETTE
EST PARUE

l'Humanité rouge

CHINE :
LES NOUVEAUX
DEVELOPPEMENTS
DE LA REVOLUTION
CULTURELLE



Du 31 mai au 4 juin

EN VENTE DANS LES PETITS KIOSQUES (CAMELOTS)

Camarades, vérifiez que cette affichette — qui a été remise aux NMPP le lundi 31 mai — est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

»A partir de la seconde



On a crié On a revendiqué

Chanson de la grève
de l'école d'infirmières de Nantes

REFRAIN :

On a crié, revendiqué,
Pour du fric pendant toute l'année
Ces messieurs nous ont écouté
Mais gare à eux car nous sommes entêtés

COUPLETS :

Sous le soleil du beau 6 mai
De notre école jusqu'à la DDASS
De la mairie au CHU
En passant par la ville bien entendu

Tous unis dans le même combat
Privilegiés, boursiers ou pas
Il faut lutter, toujours lutter
Si nous voulons dans un proche avenir gagner.

Droits d'inscription à supprimer
Que nos transports soient remboursés
Nos blouses données, lavées, repassées
Pour les temps pleins, le SMIC est bien mérité.

Pédagogie mieux orientée
Des intervenants moins guidés
Si la formation est bidon
Tous les malades un jour ou l'autre en souffriront.

Un appui des hospitaliers
Usagers solidarité
Que les crédits soient accordés
Nous pourrions mieux assumer notre métier.

Sur l'air de «Buvons encore une dernière fois»

Un livre à lire «MA PLUME AUSERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.
12 F. Aux librairies : Les Herbes Sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre.

«La chine d'aujourd'hui»

Alfred Eibel éditeur

Programmes TV

MARDI 1er JUIN

TF1

20 H et 23 H 30 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : C'est pas la mer à boire. L'émission raconte «l'aventure» d'Alain Colas, véritable PDG du tour du monde maritime en solitaire. Son bateau qui n'est en fait qu'un gigantesque tas de billets de banque a bien mérité d'être occupé par les Griffet au moment de son inauguration à Marseille par Gaston Deferre !

21 H 15 : L'histoire de la Chine de Mao Tsé-toung. Émission en 2 parties de Roger Pic. 1ère partie. Roger Pic, reporter photographe et réalisateur de la TV, grand ami progressiste des luttes anti-impérialistes (notamment du Vietnam) nous propose une histoire de la Chine contemporaine et en même temps celle de Mao Tsé-toung. Très intéressant, des documents inédits. A regarder et à faire regarder.

A2 et FR3

En raison de l'émission qui passe à 21 H 15 sur TF1, nous vous conseillons de ne pas regarder ces deux chaînes, mais de rester sur TF1...

Championnat de France de rugby

AGEN SUR LES TRACES DE L'A.S. St-ETIENNE

Dans cette période de crise, la bourgeoisie essaie par tous les moyens de briser le mouvement de masse.

Nous avons déjà vu l'offensive sur le football, non seulement à St-Étienne, mais dans toute la France. A Agen, les bourgeois n'ont pas manqué d'utiliser le rugby pour essayer de démobiliser les travailleurs et plus particulièrement les jeunes. Et bien sûr, ils en profitent pour faire d'énormes bénéfices.

Agen est devenu champion de France contre Béziers. Mais, depuis, une grande offensive est menée par la presse locale (qui consacre des pages et des pages à l'équipe de rugby) par la mairie (Union de la gauche) qui a décidé de recevoir les «héros», les «champions» (ce sont les mots du maire) et de leur faire faire une tournée de la ville, et la préfecture, ne voulant pas être en reste, donne une réception.

Alors qu'il y a 3 000 chômeurs à Agen, que les salaires sont parmi les plus bas (comme dans tout le Sud-Ouest), qu'un agriculteur, J. Villiers, est en prison, victime de la répression, que des paysans sont menacés d'expulsion... la bourgeoisie locale exploite le sport pour tenter de démobiliser.

Devinez qui sont les dirigeants du club d'Agen ?
— Ferrasse, grand patron d'une entreprise de matériaux
— Basquet, patron de magasin et de sociétés
— Guignard, PDG de la Ruche et Mammouth

Comme par hasard, leurs entreprises font partie de celles où les travailleurs sont le plus durement exploités et où, comme par hasard toujours, les rugbymen ont leur emploi assuré.

Depuis un mois partout «c'est» le rugby. Et c'est surtout la volonté de lutte et de révolte des jeunes qui est déviée vers l'hystérie collective provoquée par cette utilisation du rugby. Comme disait un travailleur : «Pendant qu'ils pensent à ça, ils pensent pas au chômage».

Un esprit chauvin et vindicatif est largement répandu. Voilà ce qu'on pouvait entendre : «Béziers, salaud, Agen aura ta peau», et des gamins de 8 ans qui criaient : «Qui c'est les meilleurs, les meilleurs, c'est Agen». Dans

les maternelles et les petites classes, les gosses ont tous eu des sifflets bleu et blanc (couleur du club), et on leur faisait faire des pompons de même couleur. Certains instituteurs incitaient les enfants à participer au défilé. De plus, la bourgeoisie divise les travailleurs en donnant, le lundi, un jour de congé payé aux fonctionnaires.

C'est la course à la spéculation et aux profits. Quelles quantités d'argent, les bourgeois ont-ils retiré de cette affaire ? D'énormes profits. Les recettes sur le stade étaient de 132 millions 700 mille anciens francs. Des trains spéciaux, des cars, avions, voitures. Partout dans les magasins, dans les rues, des ballons, des trompettes, des casquettes, drapeaux, maillots, photos, sifflets, etc... étaient vendus. A titre d'exemple, les trompettes (des trucs de rien du tout en plastique) qui sont vendues normalement 2 F, l'étaient 6 F. Les dirigeants vont mettre le ballon de la finale en loterie (lot unique). La municipalité va «aider» financièrement le club car «après tout ce bonheur qu'il nous a donné, on lui doit bien ça».

Voilà quelle est l'exploitation et l'utilisation du sport en système capitaliste.

Correspondant HR.

Musique

Les Rolling Stones à Paris

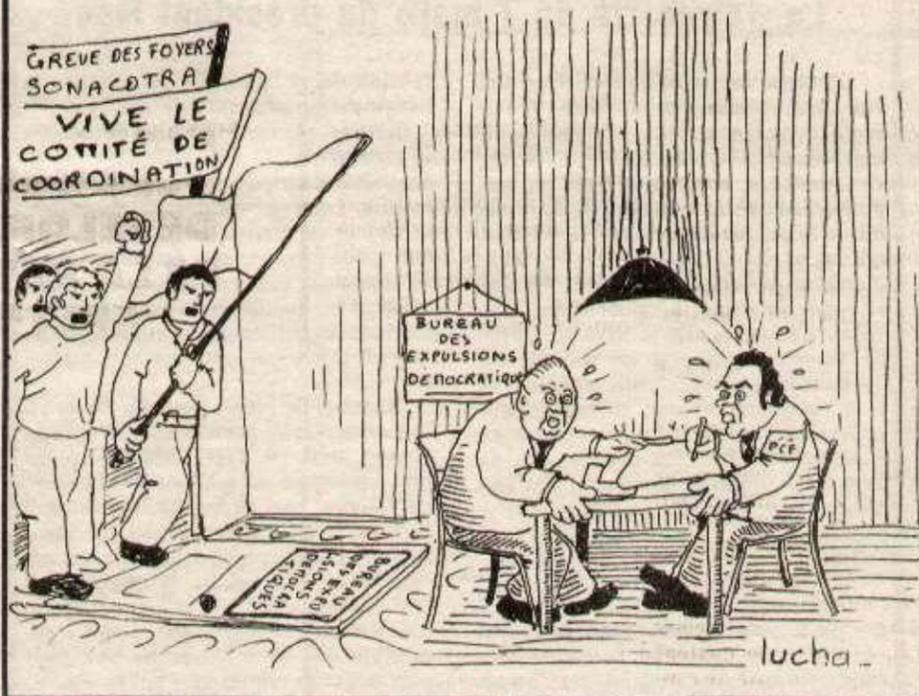
Au service d'ordre, KRIVINE OU LE PEN ?

«Si jamais vous avez besoin d'un service d'ordre pour votre spectacle pop, deux adresses utiles : celles du GUD ou celle de la Ligue communiste révolutionnaire». C'est à peu près le genre de petite annonce que l'on pourrait lire dans les revues spécialisées du show-business. Étonnant ? Pas tellement. Nous avons déjà vu dans cette page de quel genre de fier à bras s'entourait le groupe français «Au bonheur des dames» et que ceux-ci étaient recrutés parmi les nazillons du GUD, la branche «étudiante» du parti des Forces nouvelles, le parti de Le Pen. Mais maintenant on apprend qu'on a le choix pour trouver des «cas-seurs» et des «videurs» pour les concerts de rock. Ainsi les Rolling Stones, le groupe le plus prestigieux du monde idéologique et financier de l'industrie pop, va passer au cours de sa tournée européenne à Paris du 4 au 8 juin prochain. Pour assurer la «tranquillité» des spectacles, les organisateurs-PDG de la tournée ont pris contact d'office et tout naturellement semble-t-il avec le service d'ordre de la Ligue «communiste» trotskyste ! Ce

lui-ci, sans doute habitué à ce genre de «travail» a finalement repoussé l'offre, peut-être poussé par quelques scrupules... Les organisateurs des spectacles n'ayant rien à faire des étiquettes mais uniquement préoccupés par les rentrées financières se sont alors tournés vers le GUD. Mais finalement ne l'ont pas utilisé parce que cela promettait de la «castagne» avec les spectateurs ! Le rôle de ces SO ? Monter la garde autour de la scène (150 nervis) avec des chiens et être prêts à tabasser le premier spectateur qui bouge le petit doigt. Elle est belle «la culture internationale» qui a besoin de tels moyens pour préserver ses acquis, qui pousse les jeunes à épancher leur mécontentement envers un système pourri dans des salles de concerts et qui arrive à canaliser la violence spontanée de ces jeunes en hystérie collective et en délire passionné pour des «idoles» ! Ils sont beaux ces révolutionnaires en peau de lapin, ces Krivine ou ces Catala qui contribuent sans remords à développer ces tendances parmi les jeunes travailleurs et étudiants !

Vu par Lucha

Les faux amis des résidents ou les vrais amis de la Sonacotra



QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

CHINE

LES NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS
DE LA REVOLUTION CULTURELLE (1)

Dix années après le déclenchement de la Révolution culturelle, à lire certaine presse et à entendre certains «spécialistes» de la Chine, il y a de quoi être surpris. C'est encore et toujours le même refrain sur la «Chine mystérieuse», sur la «révolution paysanne» et sur la «lutte de clans» ! Et pourtant, en dix ans, des centaines de Français ont visité la Chine ; des dizaines ont publié leur témoignage : pas de «mystère» insondable mais une société qui se construit sans cacher les difficultés et les erreurs ; une maturité politique du peuple surprenante qui s'accommoderait mal de manigances intestines au sommet ; une classe ouvrière jeune, mobilisée, consciente de ses responsabilités. Voilà le ton général de bon nombre de témoignages peu suspects de «maoïsme». Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes d'ici ont lu avidement ces témoignages, car l'aventure entreprise par le peuple chinois passionne de plus en plus ; et à travers elle, c'est le socialisme qui apparaît, une réalité vivante, tangible, enthousiasmante et réalisable.

Qu'importe aux détracteurs de la Chine ! Yeux bandés, sourds d'oreille, le mensonge au bout de leur plume, ils n'ont pas changé en dix ans, ni dans «Le Figaro», ni dans «La Pravda», où la destitution de Teng Siao-ping a été l'occasion d'une relance de la campagne antichinoise jusqu'à «Libération» qui, sous couvert d'interviewer un sinologue, a ouvert ses colonnes aux vieilles thèses ressassées depuis des années par les révisionnistes et les trotskystes.

Faut-il une nouvelle fois répondre point par point ? Ou plutôt à la lumière du présent, mettre en valeur quelques aspects importants des luttes de ces dix dernières années en Chine, de leurs succès, de leurs difficultés ? Et ce faisant, seront battues en brèche quelques thèses des prétendus spécialistes, thèses bien anciennes même s'ils les habillent à la mode d'aujourd'hui !

C'est cette solution que nous avons choisie. Car en dix années, la Chine a changé. Des projets, des directives sont devenus réalité ; des hypothèses ont été vérifiées.

Aujourd'hui, des centaines de milliers de jeunes scolarisés se sont installés à la campagne ; des milliers de responsables de l'État et du Parti travaillent au champ et à l'atelier ; les travailleurs de la santé sillonnent les campagnes les plus reculées ; à l'usine c'est le comité révolutionnaire qui dirige ; à l'université, ce sont les ouvriers qui ont pris les choses en main ; des millions de travailleurs ont pris la plume ou le pinceau pour exprimer aux autres leurs combats, leurs joies, leurs peines... Ce bouillonnement de la société chinoise, fait de luttes, de reculs et d'avancées, de victoires et de revers, c'est la Révolution culturelle qui l'a enclenché à grande échelle, il y a dix ans.

IL FAUT CRITIQUER
LA BOURGEOISIE

Un texte de base lança officiellement le mouvement : c'est la «Directive du 7 mai» rédigée par le président Mao. Nous la publions intégralement car elle éclaire étonnamment les dix années de luttes politiques centrées autour de la directive centrale : «Il faut critiquer la bourgeoisie !»

Autrement dit, pendant la société socialiste, il y a lutte de classes. Une contradiction de fond oppose la bourgeoisie au prolétariat ; il faut combattre sans relâche la bourgeoisie.

Cette vérité-là, déjà Lénine l'avait soulignée dès après la Révolution d'octobre 1917 en Russie ; Mao Tsé-toung l'avait développée en 1957, dans son ouvrage «De la juste solution des contradictions au sein du peuple». La Révolution culturelle lui a donné une ampleur de masse d'une portée théorique et pratique incalculable.

Dans la société socialiste, «il faut critiquer la bourgeoisie». Mais qui est cette bourgeoisie, alors même que les moyens de production lui ont été retirés par la classe ouvrière victorieuse ? S'agit-il de ces anciens représentants ? Quels privilèges conservent-ils ? Naît-il une «nouvelle bour-



Les étudiants de l'université agricole «7 mai» (province du Chansi) prennent part aux travaux des champs. (photo Chine nouvelle)

geoisie» dans l'appareil d'État et le Parti ? Quels mécanismes de la société socialiste permettent cette naissance ? Comment la bourgeoisie dissimule-t-elle sa politique et sa tactique dans un pays où elle n'existe plus officiellement ?... Autant de questions que les communistes, la classe ouvrière et le peuple en Chine ont posées et qu'ils se sont efforcés de résoudre peu à peu, dans l'action, apportant du même coup des éclaircissements théoriques sur les lois du développement de la lutte des classes dans la société socialiste. La question de fond posée aux révolutionnaires chinois lors de la Révolution culturelle a été celle du pouvoir : qui l'emportera, la classe ouvrière ou la bourgeoisie ? L'édification socialiste ou la restauration du capitalisme ? C'est cet aspect que nous examinerons lors des deux prochains articles de la série.

Comment critiquer la bourgeoisie ? Comment la combattre efficacement et durablement, non seulement pour abattre ses représentants quand ils se découvrent mais aussi pour l'éliminer à terme et avancer vers la société communiste ? C'est ce que nous aborderons dans les deux derniers articles, à travers l'évocation des «acquis» de la Révolution culturelle, ces «nouvelles créations socialistes» que les masses en Chine préservent et développent avec ardeur : les comités révolutionnaires, la participation des cadres à la production, l'installation des jeunes à la campagne, etc..

UNE PIERRE DE TOUCHE :
SOUTENIR OU NON LA
REVOLUTION CULTURELLE

Dans son éditorial du premier janvier dernier, «Le Quotidien du peuple» a souligné, à la lumière de 10 années depuis le déclenchement de la Révolution culturelle : «L'appréciation que l'on porte sur la Grande Révolution culturelle prolétarienne reflète aujourd'hui de façon concentrée la lutte entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes. L'approuver ou la dénigrer, c'est foncièrement continuer la révolution ou travailler à la restauration et à la régression.»

Soutenir ou non la Révolution culturelle et ses acquis, c'est une pierre de touche pour distinguer révolutionnaire et contre-révolutionnaire dans la Chine d'aujourd'hui. Un exemple : celui de l'installation des jeunes scolarisés à la campagne. Son objec-

tif répond à la «Directive du 7 mai» : «Il est inadmissible que les intellectuels bourgeois continuent de régner dans nos écoles. Il faut que les jeunes intruits s'intègrent bien aux ouvriers et aux paysans, qu'ils ne renient pas la classe ouvrière, qu'ils ne deviennent pas des «cadres» coupés des masses, une élite privilégiée s'opposant aux intérêts des ouvriers et des paysans. Cette initiative de milliers de gardes rouges de Changai, de Pékin et des autres grandes villes a été suscitée par le combat contre la ligne politique de Liou Chao-chi qui entendait former des jeunes cadres à la capitaliste. Ce fut une conquête de la Révolution culturelle. Quelques années plus tard, Lin Piao la combat, prétendant qu'elle est une forme de «chômage déguisé» et que c'est une «forme déguisée de travail forcé». A son heure, Teng Siao-ping s'en prend à cette initiative alléguant que les jeunes «délaisseraient leurs études», que «l'enseignement connaît une crise» et préconisant de sélectionner les bons lycéens pour les envoyer directement dans l'enseignement supérieur sans avoir jamais travaillé à l'usine ou aux champs. Ainsi les trois chefs de file de la ligne bourgeoise qui à trois reprises s'est attaquée à la ligne révolutionnaire durant ces 10 dernières années, s'en sont pris à l'installation des jeunes à la campagne, comme ils s'en sont pris, de manière plus ou moins voilée, à tous les acquis de la Révolution culturelle. Voilà pourquoi, se référer en Chine aujourd'hui, à la Révolution culturelle n'est pas faire de l'histoire ancienne ou remuer de vieux souvenirs d'anciens combattants ! Au contraire, c'est persévérer dans la lutte de classes acharnée d'alors, même si celle-ci a pris d'autres formes et s'est approfondie.

Dès 1967, le président Mao soulignait l'enjeu et la permanence de la lutte en cours :

«La Grande Révolution culturelle actuelle n'est que la première du genre. Dans l'avenir, de telles révolutions auront lieu nécessairement à plusieurs reprises. Si les choses ne sont pas bien menées, la restauration du capitalisme sera à tout moment possible. Tous les membres du parti et le peuple de tout le pays doivent se garder de croire qu'ils pourront dormir tranquillement et que tout ira bien après une, deux, trois ou quatre révolutions culturelles. Il nous faut maintenir une attention toute particulière et ne relâcher en rien notre vigilance.»

C'est dire la portée universelle des luttes engagées ces dix dernières années en Chine.

La «directive du 7 mai» du président Mao

L'Armée populaire de libération doit être une grande école. Cette grande école donne une formation politique, militaire et culturelle. En même temps, elle s'adonne à l'agriculture et aux productions subsidiaires, et exploite des usines de petites et moyennes dimensions, qui produisent un certain nombre d'articles destinés à ses propres besoins et à des échanges, à valeur égale, avec l'État. En outre, elle se livre au travail de masse et participe au mouvement d'éducation socialiste dans les usines et à la campagne. Quand ce mouvement sera achevé, elle aura toujours du travail à effectuer parmi les masses, afin de faire corps à jamais avec la population ; d'autre part, elle sera toujours prête à participer aux luttes de la révolution culturelle pour critiquer la bourgeoisie.

Les ouvriers se consacreront principalement à la production industrielle, tout en s'instruisant dans les domaines militaire, politique et culturel. Ils doivent également participer au mouvement d'éducation socialiste et critiquer la bourgeoisie. Là où les conditions le permettent, ils travailleront aussi à la production agricole et aux productions

subsidiaires, à l'exemple des ouvriers de l'exploitation pétrolière de Tating.

Les paysans des communes populaires se consacreront principalement à la production agricole (y compris la sylviculture, l'élevage, les productions subsidiaires et la pisciculture), mais il leur faut aussi acquérir une formation dans les domaines militaire, politique et culturel. Si les conditions le permettent, ils créeront de petites usines collectives. Ils doivent également critiquer la bourgeoisie.

Il en est de même pour les élèves ; ils se consacreront principalement à leurs études, tout en s'efforçant d'acquérir une formation dans d'autres domaines, c'est-à-dire non seulement sur le plan culturel, mais également sur les plans industriel, agricole et militaire ; ils doivent aussi critiquer la bourgeoisie. Il faut réduire la scolarité et mener la révolution dans l'enseignement. Il est inadmissible que les intellectuels bourgeois continuent de régner dans nos écoles.

Les travailleurs du commerce et des «services», ainsi que le personnel des organismes du parti et du gouvernement feront de même, dans la mesure où les conditions le permettent.